

Un projet pour un système agricole et alimentaire durable

Philippe Pointereau, Solagro



Retranscription de l'interview

Intervieweur

Philippe Pointereau, vous êtes directeur du pôle Agroécologie de SOLAGRO, une entreprise associative qui propose une expertise dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de l'environnement. Vous êtes spécialisé dans l'agroécologie et l'évaluation agro-environnementale. Pour vous, quels sont les 2-3 principaux enjeux majeurs en matière d'agriculture et d'environnement au 21e siècle ?

Philippe Pointereau

Question vaste. Les enjeux, je pense qu'ils sont nombreux. En gros, ce qui m'intéresse, parce que j'ai toujours basculé entre l'agronomie et même au départ la protection de la nature, c'est devenu au final de l'agroécologie. J'ai donc à la fois envie de maintenir les paysans et j'ai aussi envie de maintenir la nature et la biodiversité. J'essaie donc de suivre cet équilibre où je ne peux pas me passer ni de l'un ni de l'autre. J'ai aussi envie d'avoir des beaux paysages, il y a donc des choses qui ne me vont pas dans l'agriculture actuelle. Et donc, l'énergie que j'ai mise dans SOLAGRO, voire ailleurs, puisque je suis impliqué dans pas mal d'associations. J'ai été 17 ans administrateur de France Nature Environnement sur le volet agricole et forêt, j'ai fondé les conservatoires des sites de Midi-Pyrénées.

Maintenant, je suis administrateur à l'AFA. J'ai été président de l'alliance paysan-consommateur. J'ai donc toujours mis de l'énergie à la fois dans mon travail et en dehors, dans les réseaux, pour développer un peu tout cet équilibre entre agriculture, nature et environnement. Il y a des véritables défis. Je ne sais pas par quel bout il faut le prendre. D'abord, je n'aime pas que l'on mélange le mondial, le national. C'est-à-dire que la France ne va pas sauver le monde, loin de là. D'ailleurs, il faut planter le décor, ça fait 10 ans que je n'arrête pas de dire que la France est importatrice nette de biomasse, d'alimentation. Nous sommes dépendants de l'extérieur de 1,4 million d'hectares. Il faut donc arrêter tous ces discours de dire que la France va nourrir le monde, déjà, on va essayer de se nourrir nous-mêmes et satisfaire nos besoins qui ne sont pas seulement de la nourriture, mais aussi des matériaux, de l'énergie. Ça, c'est un véritable défi.

Ce que nous avons constaté, mais ça, tout le monde l'a fait, c'est quand même une dégradation de l'environnement en général. Nous pouvons les lister.

Les nitrates, qui sont l'une des premières directives sur la qualité de l'eau, 1991, nous terminons le 4e programme, nous attaquons le 5e. On peut se demander s'il n'y aura pas un 6e et un 7e et les problèmes ne sont quasiment pas résolus. Malgré tous les discours que l'on peut tenir, des nitrates, il y en a encore plein. On vient de terminer une étude pour le ministère de l'Écologie sur les bilans d'azote au niveau national, il y a toujours un excédent de plus d'un million de tonnes d'azote, nous n'avons donc pas résolu le problème. Ça s'est peut-être légèrement amélioré, mais nous n'avons pas résolu le problème. Ça coûte cher à tous les niveaux, pour l'agriculteur, pour la dépollution, pour tout ce que l'on veut, les plans algues vertes, c'est sidérant l'argent que l'on met là-dedans.



Les pesticides, il y a un plan Écophyto 2018. On constate depuis 3 ans que la consommation de pesticides augmente. Donc, pareil, il y en a partout, loin d'être résolu, pas du tout résolu. Nous mettons énormément d'argent sur les suivis de fermes, on ne sait pas trop quel résultat on a. pourtant, il y a 60 millions de taxe sur les pesticides, j'espère que ça va aider à changer les choses.

La DCE, la directive cadre sur l'eau, bon état écologique des masses d'eau en 2017, nous n'y serons pas, c'est très loin d'être résolu. D'ailleurs, ça rejoint les problèmes de pesticides et de nitrates. Je ne parle pas des captages d'eau potable. L'enjeu sur l'eau n'est pas résolu.

Sur la biodiversité, tous les voyants que nous avons, que ce soit l'indicateur évolution des populations des oiseaux agricoles, papillons de prairies, que ce soit l'évaluation de la directive habitat à l'article 16, tous les indicateurs que l'on a sur les abeilles, etc., en gros la diversité en particulier les espèces spécialistes régressent. Et d'ailleurs, l'objectif qui était de ne plus perdre de biodiversité en 2010 a été reporté en 2020 avec aussi le maintien des services écologiques. Donc, là aussi, ça n'est pas résolu.

Sur la fertilité des sols, c'est encore moins bien connu, on attend une directive sol qui est toujours bloquée. Les gaz à effet de serre, si on regarde le protocole de Kyoto, la France va atteindre les objectifs, nous allons avoir une réduction des gaz à effet de serre en France. Mais si on regarde l'emprunte carbone des Français, elle augmente. C'est-à-dire que comme le protocole de Kyoto, ça n'est de toute façon que ce qui est émis en France sans compter les avions et les bateaux et que toute l'industrie est partie en Chine, la Chine explose ses gaz à effet de serre et nous, on a l'impression que ça s'améliore. Pas du tout. Donc, avec un objectif 3x20, 20 % d'efficacité, 20 % d'énergies renouvelables, 20 % de diminution de gaz à effet de serre en 2020, nous sommes très loin des 20 % d'énergies renouvelables et nous sommes très loin aussi des 20 % d'efficacité. Un objectif encore plus ambitieux, facteur 4 en 2050. L'État n'a même pas un plan dans ses cartons pour voir comment on peut atteindre cet objectif de facteur 4.

Nous avons donc une situation environnementale qui n'est pas bonne du tout, elle n'est pas forcément meilleure dans les autres pays. Après, nous avons une population française qui va augmenter jusqu'à 71 millions d'habitants en 2050, nous allons donc accueillir à peu près 3 à 400 000 habitants par an supplémentaires en France, donc une population qui augmente.

Et si on regarde la partie agricole, nous avons une production qui stagne, voire qui commence à régresser. On vient de montrer que le pic de production agricole français a été dépassé dans les années 1990-2000, que là nous allons vers une réduction de la production agricole française, je ne parle pas en euro, mais en production, en tonnes. Et nous avons des terres agricoles qui reculent de 60 à 80 000 hectares par an. Nous avons travaillé dessus pour la commission européenne, un phénomène qui malgré tous les discours, tout ce qui a été mis en place, va être très dur à stopper du fait que la population augmente, du fait que la population migre à l'intérieur du territoire français, les régions se déplacent - la Lorraine, des régions entières sinistrées, les gens partent - du fait qu'il y a de moins en moins d'habitants par logement, du fait que les gens veulent plus d'espace, du fait que l'on privilégie le pavillonnaire et du fait que la plus-value foncière sur les terrains agricoles pèse 5,5 milliards d'euros par an en France, ce qui est énorme.

Donc, là-dessus, je ne vois pas comment, malgré tout le discours des élus, les textes de loi, etc., nous allons arrêter cette machine infernale. Il y a trop de business derrière et puis des phénomènes sociaux que l'on ne peut pas enrayer comme ça. On ne peut pas décréter de stopper la migration à l'intérieur du territoire, nous n'allons pas stopper l'augmentation de la population. Ça fait donc une équation un peu



compliquée. Une population qui augmente, des terres agricoles qui diminuent, des rendements qui stagnent. Pas de solution.

Donc, nous, sortis de là, il y a deux ans, comme à SOLAGRO, nous travaillons sur tous ces problèmes-là, nous nous sommes dit « qu'est-ce qu'on fait ? » En fait, SOLAGRO était très impliqué au travers de plusieurs de ses adhérents ou des salariés sur le scénario negaWatt qui a ce halo énergétique qui vise une indépendance énergétique de la France, donc sortir des énergies fossiles et sortir du nucléaire. Le scénario prévoit une sortie du nucléaire en 2030, nous ne serons pas sortis totalement des énergies fossiles en 2050, mais il y aura un gros développement du solaire, de l'éolien, de la biomasse.

Nous avons donc investi depuis 3-4 ans dans ce scénario, nous avons construit ce scénario-là qui permet d'avoir une perspective énergétique puisque la moitié de l'activité de SOLAGRO concerne les énergies renouvelables, en particulier le biogaz. Et donc, les adhérents, les salariés, le conseil d'administration, un truc est finalement sorti tout d'un coup, « nous allons travailler sur un scénario agricole », ça, ça nous intéressait. Et puis après, à SOLAGRO, on avait compris que l'alimentation, c'est la clé. Il s'agit donc d'un scénario agricole, alimentaire et d'usage durable des terres en 2050. Donc, depuis à peu près un an et demi, deux ans, nous travaillons sur un scénario, en 2050, pour voir comment résoudre tous ces problèmes. C'est-à-dire ceux que je viens d'annoncer, les problèmes de dégradation de l'environnement liée aux pratiques agricoles, de nourrir la population française avec des produits de qualité pour améliorer aussi la santé des gens et puis d'usage durable des terres. Ce scénario s'appelle « Afterres2050 », il est couplé au scénario negaWatt. C'est-à-dire que la partie biomasse de negaWatt, parce qu'une partie de l'énergie dans negaWatt vient de la biomasse, c'est-à-dire le bois, le biogaz, des agrocarburants, est maintenant produit par le scénario Afterres2050. Donc, le scénario After, c'est nourrir la population française, produire de la biomasse pour des usages non alimentaires, que ce soit des matériaux, de l'énergie, de la chimie verte, etc., à 2050. Ça intègre l'évolution de la population française, ça intègre ces autres besoins et en fait, l'idée derrière ça, on rejoint l'Agroécologie, c'est que nous, à SOLAGRO, ce que l'on veut c'est une agriculture qui soit durable, qui consomme moins d'intrants.

L'Agroécologie, c'est donc des principes que l'on utilise depuis très longtemps et que nous avons donc mis totalement dans notre scénario. Ce qui fait que ce scénario prévoit de résoudre l'ensemble des enjeux environnementaux dont on a parlé tout à l'heure et donc de passer l'agriculture biologique à à peu près 50 % en 2050 et le reste de l'agriculture étant une agriculture que l'on a qualifiée à la fois d'intégrée et de conservation, c'est-à-dire qui intègre les meilleures pratiques actuelles sans forcément totalement être biologique. C'est-à-dire que l'on peut encore utiliser un peu d'engrais chimique, voire de traitements, mais qui réduit fortement ses intrants. Ce sera donc aussi une agriculture à bas niveau d'intrants.

Nous avons donc intégré tous les savoirs faire que l'on avait, les savoir-faire de SOLAGRO, mais aussi de la recherche, etc., pour faire des itinéraires techniques, reprofiler aussi les systèmes d'élevage, faire que les ruminants soient réellement ruminants parce que nous avons découvert qu'en fait les vaches, qu'elles soient laitières, moins les vaches à viande, que les moutons mangeaient énormément de céréales, de soja, etc. Nous sommes repartis sur des élevages qui consomment beaucoup moins de concentré par litre de lait ou par kilo de viande. Nous sommes partis sur des rotations longues, toutes les pratiques agroécologiques que l'on pourra revoir tout à l'heure. Nous avons mis ça en scénario, mais en fait le scénario n'est pas basé sur l'offre agricole, mais sur la demande des consommateurs. Nous sommes donc partis de l'assiette du consommateur en 2050, une assiette plus équilibrée comme le demande la loi MS, comme le rapport nutrition santé. C'est-à-dire moins de calories, moins de graisse, moins de viande, moins de



produits laitiers. En fait, en modifiant cette assiette, on modifie les besoins en aliments, on reprofile donc l'agriculture sur cette base de la demande alimentaire.

Résultat des courses, en 2050, nous sommes capables de nourrir les Français avec des produits de qualité, beaucoup de bio, des produits AOC, des produits qui ont consommé moins d'intrants, donc qui pollueront moins. Sur les gaz à effet de serre, nous n'arrivons pas au facteur 4 en agriculture, on arrive à 2,2. C'est-à-dire que nous ne sommes pas capables de réduire par 4 les émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture. Ce qui voudra dire que les autres secteurs de l'économie devront réduire d'un facteur de plus de 4, ce qui apparaît possible, mais nous n'avons pas encore fait le projet total. Nous avons donc un scénario rêvé qui tient la route. Nous l'avons présenté, pour la deuxième fois, lors de la seconde université d'hiver qui était à Brest il y a 15 jours, début février 2013, à 140 personnes et le gros travail que nous allons mener maintenant pour 2013-2014, c'est la régionalisation du scénario puisque nous travaillons au niveau national.

Au niveau agronomique, ça n'est pas évident de travailler au niveau national parce que nous avons un assolement national, mais nous n'avons pas des rotations locales. Il faut donc voir la faisabilité à des niveaux régionaux. Nous allons donc travailler sur quatre régions à la demande des conseils régionaux, Île-de-France, Picardie, région Centre et Rhône-Alpes. Ça va être notre gros travail de régionalisation parce qu'il va falloir relocaliser les productions agricoles en France, ça veut dire que l'on va en relocaliser, on va en délocaliser, on va en réduire, on va redévelopper un certain nombre de productions comme les fruits et les légumes par exemple, même si c'est marginal en termes de surface. Il faut donc que l'on regarde la faisabilité technique et voir derrière comment on va s'y prendre. Pour l'instant, nous sommes vraiment sur un scénario à 2050, c'est-à-dire que nous n'avons pas encore fait la feuille de route, comme on va y aller. Parce que si on part de là, on a l'impression que l'on n'y arrivera jamais, vous regardez les journaux, on ne va jamais dans le bon sens. Donc, pour l'instant, on s'est projeté en 2050, est-ce que c'est faisable d'un point de vue technique. Aafterres2050 est un scénario chiffré sur des bases réalistes, c'est-à-dire que les bases que nous avons prises au niveau de rendement par exemple, sont les bases des choses les mieux connues qui sont forcément généralisées. L'une des bases, c'est des cultures associées, les cultures intermédiaires, l'agroforesterie, la replantation de haies, le non-labour.

On essaie de vraiment redéployer toutes ces pratiques agroécologiques qui sont actuellement relativement minoritaires, on redéploie les légumineuses. Gros enjeu aussi sur les semences, nous allons y revenir, qui est vraiment le cœur du dispositif d'agroécologie. Le point clé de l'agroécologie c'est la maîtrise des semences, il ne faudra pas l'oublier, ce n'est pas simplement développer le non-labour, c'est « qui contrôlera les semences ? » et là, l'INRA a un rôle clé à jouer, le public a un rôle clé à jouer. Nous n'allons pas développer une culture à bas niveau d'intrants si on ne contrôle pas les semences qui devront être adaptées à ces bas niveaux d'intrants. Maintenant, nous allons partager ce scénario et pour nous, l'agroécologie s'inscrit totalement dans ce scénario qui dépasse l'agroécologie, c'est un scénario agricole, nouvelles fondations agricoles, surtout alimentaires où là l'enjeu est majeur. C'est-à-dire que l'agroécologie toute seule n'a pas de sens. Je pense que le véritable enjeu c'est comment les gens vont se nourrir, quelle sera leur assiette et comment ils vont acheter. C'est-à-dire qu'il y a à la fois un côté « modifier son régime alimentaire » et il y a aussi un enjeu fort qui est de modifier sa façon d'acheter. Est-ce que l'on va acheter des produits frais, des produits de saison, des produits locaux, des produits bios.

Là-dedans, le consommateur a énormément de marge de manœuvre et en changeant l'assiette, ce qui ne paraît pas insurmontable, on change complètement la face de l'agriculture. Donc, les consommateurs ont un pouvoir énorme, forcément contré par la grande distribution ou l'agroalimentaire qui tous



les jours à la télévision, dans les journaux, font un marketing terrible sur leur façon de voir les choses et donc forcément freinent l'évolution des consommateurs qui des fois ne voient pas au-delà de ce qu'on leur montre, quatre produits laitiers par jour, des trucs complètement fous, de la viande à tous les repas.

Donc, nous, et nous ne sommes pas tous seuls, nous allons remettre ça en cause. Pour moi, l'agroécologie aujourd'hui, c'est pour ça qu'il y en a qui parlent de système alimentaire, ça n'a d'intérêt, même l'agriculture, que si on le relie maintenant beaucoup plus à l'alimentation et au système alimentaire. Là, ce que nous venons de voir sur la crise du cheval, ce qui est sidérant ce n'est pas tellement de manger du cheval, c'est qu'il y a 8 intermédiaires entre le consommateur et le producteur de cheval et on ne sait même pas, ce cheval, combien de kilomètres il a fait, c'est sidérant. Donc, là, ça ne fait que renforcer qu'une production locale où le consommateur est directeur en lien avec le producteur. La traçabilité, c'est aussi une façon d'industrialiser l'agriculture. La traçabilité, pour moi, c'est le cheval de Troie, c'est-à-dire que la traçabilité, l'agroalimentaire c'est son cheval de bataille la traçabilité. Mais quand vous achetez directement à un agriculteur, vous n'en avez pas besoin de la traçabilité.

On voit donc bien là-dedans tous les enjeux qu'il y a. Donc, aujourd'hui, l'agroécologie se resitue dans une perspective d'une agriculture durable avec des objectifs clairs parce que sur l'agroécologie, comme tout le monde va s'y mettre, les objectifs clairs sont quand même réduire les intrants agricoles, réduire voire éliminer les pesticides qui sont nocifs pour la santé et nocifs pour la biodiversité, réduire fortement l'usage des engrais chimiques, en particulier l'azote. Réduire l'irrigation, les volumes d'eau consommés parce que dans le Sud-ouest, nous avons des rivières asséchées en Poitou-Charentes l'été, nous avons de vrais problèmes d'eaux même en Lot-et-Garonne. Donc, là aussi, il y a cet intrant-là. Réduire la consommation d'énergie, réduire la consommation de plastique par l'agriculture. Ce sont de véritables enjeux avec des produits de qualité puisqu'il y a un véritable enjeu de santé publique.

La France résiste bien au phénomène de l'obésité, surtout parce qu'elle maintient à la fois les repas, trois repas qui n'existent plus aux États-Unis, en Angleterre, de la gastronomie, des repas de qualité. Moi j'étais en Hollande trois jours à un colloque, je me suis demandé si le mot gastronomie se traduisait en hollandais. Quand on voit la bouffe que l'on mange là-bas. Je comprends, il y a des cultures, mais nous, nous avons la chance d'être dans une culture où la gastronomie est importante, je pense qu'il faut le sauvegarder parce que derrière, c'est ce qui maintient peut-être une partie des enjeux sur notre santé. C'est-à-dire que nous sommes l'un des pays qui a le moins d'obésité. Après, il faut lutter contre les maladies cardio-vasculaires, les problèmes de santé liés aux pesticides, etc., mais sur cette base-là, je pense que si on fait attention, on est capable de gagner. Parce qu'il y a des pays comme les États-Unis qui vont crouler sur les coûts de santé qui vont arriver dans les 20 ou 30 prochaines années. Il faut donc être très vigilants sur ces coûts externes. Donc, l'agroécologie quelque part va nous permettre de gagner de l'argent et des moyens publics en réduisant les coûts de santé publique, en réduisant les coûts de pollution.

Pour l'instant, sur les coûts de pollution par exemple de l'eau par l'agriculture, il n'y a que l'étude de la CGDD, le commissariat général au développement durable qui a sorti 1,4 milliard d'euros par an. Je ne parle pas de la dépollution des nappes. On voit donc bien qu'il y a des coûts énormes. Il y a une redistribution des aides publiques à faire à l'agriculture et je pense que l'on serait capable d'avoir les moyens d'accompagner cette agroécologie voulue aujourd'hui par le ministre de l'Agriculture, mais en ayant un discours assez clair sur les objectifs. Pour moi, la feuille de route, elle existe. Il faut développer la bio, tous les ministres le disent avec 20 % de bio en 2020. Nous, nous avons fixé à 50 % en 2050, ça n'est pas aberrant. Il y a la DCE, il y a la directive nitrate, il y a Natura 2000, enfin toutes les directives existent, il



y a le facteur 4. Donc, appliquons ça, pas la peine de faire autre chose, appliquons ce que l'on a dit. On a dit qu'il fallait réduire de 50 % les pesticides en 2018, faisons-le, mais donnons-nous les moyens. Et là, on s'aperçoit qu'entre les discours et les actes, pour l'instant on est toujours entre deux eaux. C'est-à-dire que l'on a l'impression que ça avance, mais au final, quand on regarde les chiffres tels qu'ils sont aujourd'hui, les pesticides augmentent, les nitrates ne diminuent pas. Les ressources en eau, tout le monde demande des barrages pour encore plus d'irrigations parce que le maïs ça rapporte et quand c'est irrigué, ça rapporte encore plus, surtout quand on ne paye pas le barrage. Il faut donc arrêter ces discours-là et aller vers sur des trucs concrets.

Intervieweur

Est-ce que dans la régionalisation des scénarios des quatre régions pour lesquelles vous allez travailler sur le plan Afterres2050, est-ce que la question du changement climatique sera prise en compte ?

Philippe Pointereau

Le changement climatique est un véritable enjeu. Je pense que les gens, en particulier les agriculteurs, n'ont pas forcément encore compris cet enjeu-là parce qu'ils vont être les premiers concernés. Donc, quelque part, ils peuvent se poser la question « et eux, qu'est-ce qu'ils font pour lutter contre le changement climatique ». On voit très bien qu'éviter d'augmenter de plus de 2 degrés, nous n'allons pas l'atteindre, toutes les courbes sont les pires dans l'évolution. Ça, les gens n'ont pas encore compris, mais 2003, une année très chaude et un peu de sécheresse, c'est 25 % de production agricole en moins en France. Idem la sécheresse de 1976, pareil 20 %. Donc, en fait, sur ces bases-là, le réchauffement climatique parce que nous allons sur un réchauffement climatique et puis des périodes plus chaudes l'été, etc., ça ne va pas augmenter la production agricole a priori, même s'il y en a qui disent que dans certains coins, on pourrait augmenter la production, etc. Nous allons avoir un phénomène qui, par rapport aux contraintes que j'ai dites tout au début, est aussi un facteur supplémentaire qui d'ailleurs intervient peut-être déjà aujourd'hui sur la stagnation des rendements, qui va jouer.

Nous, nous avons intégré dans le scénario, nous avons repris les travaux sur Climator, enfin un certain nombre de données. Quelle finesse ? C'est à voir, mais nous avons essayé de l'intégrer dans notre approche. Et dans la régionalisation, l'idée de la régionalisation, c'est quand même d'être plus précis. Quand on travaille sur la France, on ne travaille pas sur des terroirs, nous n'avons pas localisé notre scénario, nous sommes donc sur des tableaux de chiffres. Donc, l'idée de la régionalisation, c'est justement, au travers de ces cinq régions, de prendre en compte beaucoup plus les terroirs, les productions qu'il y a déjà avec des vraies questions. C'est-à-dire comment, avec le changement climatique, va évoluer un certain nombre de productions dans certains terroirs, que ce soit en montagne ou en plaine ? Sur quelle base allons-nous relocaliser les productions ?

Sur une base de dire il faut satisfaire l'intégralité des besoins de la population à la région, ça, c'est loin d'être évident et ça n'est pas toujours la chose qu'il faut faire. Sur une base de la qualité des produits, est-ce que nous allons protéger les AOC par exemple ? La production laitière qui est très concentrée dans l'Ouest, qui va en plus reculer dans le scénario After, est-ce que nous allons maintenir ou redévelopper certaines régions où l'élevage laitier est en chute libre aujourd'hui ? Et surtout, travailler sur des



assolements, quel assolement allons-nous être capables de développer dans chacune des régions ?

Intervieweur

Il est prédit par des modèles météo climatiques que la région Midi-Pyrénées sera particulièrement touchée par le changement climatique. Or, c'est une région agricole importante au niveau français, mais vous ne l'avez pas retenu dans votre projet.

Philippe Pointereau

Les régions que nous avons retenues, je vais être clair et net, nous avons retenu les régions où le cabinet du président région nous a contacté. C'est-à-dire que nous, nous n'avons pas contacté des régions, ces régions sont venues chercher SOLAGRO pour dire « on veut que vous développiez votre scénario dans notre région, nous en avons besoin ». Nous n'avons fait aucune pub, rien. Midi-Pyrénées, c'est vrai que maintenant, on a des contacts avec Midi-Pyrénées, on a des contacts avec PACA, on a des contacts avec la Bretagne, avec la Basse-Normandie. Pour nous, quatre régions, c'est déjà beaucoup de travail pour la petite équipe de SOLAGRO, nous partons donc avec ces quatre qui nous ont contactés, qui ont déjà voté une subvention pour SOLAGRO, qui nous avaient aidés puisque le projet avait été déposé dans un projet de label qui s'appelait Réactif sur un projet d'appel à recherche sur la réduction des gaz à effet de serre où nous n'avions pas été retenus, ce n'est peut-être pas assez recherche, notre projet. Et finalement, l'ADEME va nous soutenir et ces 4 régions nous ont soutenus depuis le départ et ont voté un budget pour ça. C'est la raison des 4 régions. Si Midi-Pyrénées ou si une autre région nous avait contactés en disant « nous, on vous soutient ». Cela dit, on n'avait jamais vu ça, à SOLAGRO, des gens qui viennent nous chercher comme ça. C'est l'histoire des 4 régions.

Sur Midi-Pyrénées, juste par exemple au réchauffement climatique, nous, nous prévoyons une forte réduction du maïs qui consomme énormément d'eau, c'est la culture la plus irriguée qui consomme quasiment 70 % de l'eau d'irrigation. Pour nous, c'est une culture qui va reculer, à la fois en tant que maïs ensilage et à la fois en tant que maïs grain. Donc, nous l'irrigation, l'idée c'est que nous allons réduire fortement l'irrigation des cultures d'été qui consomment énormément d'eau dans une période d'étiage où il n'y a pas d'eau. Je ne vois pas comment on va résoudre cette équation-là. Nous allons plutôt réserver l'eau à la fois pour toutes les cultures spéciales, maraîchage, ce qui est déjà fait, voire des cultures plutôt protéines - pois, féveroles - et plutôt peut-être arroser des cultures en démarrage, là où des fois on aura des problèmes, mais éviter des cultures qui consomment énormément d'eau comme le maïs en plein été et où l'on n'a pas d'eau. Donc, l'irrigation, c'est aussi un enjeu que nous allons travailler parce que les besoins en eau vont peut-être se déplacer du sud vers le nord, même si le sud en aura beaucoup besoin.

Intervieweur

En matière de leviers, vous aviez l'air de dire que nous avons tous les outils réglementaires, mais ça n'a pas vraiment suffi jusqu'à maintenant. Qu'est-ce que vous pensez qu'il faut mettre en œuvre de plus pour aller vers la transition, pour aller vers les scénarios que vous bâtissez ?



Philippe Pointereau

C'est vrai que des règlements, nous en avons beaucoup. Moi je travaille beaucoup sur la directive nitrate, donc je vois comment elle s'applique, tous les travers qu'elle a, les manifs dont on a eu droit à cause des élections des chambres, enfin au travers de discours très populistes. Après, on nous a dit « on ne va pas faire du réglementaire », on a donc plein de dispositifs contractuels. Dans les captages aujourd'hui, nous sommes sur du contractuel. Ce que l'on voit c'est qu'en fait, on ne contractualise pas beaucoup sur les MAE de réduction de phytos ou d'engrais azotés. Je pense que la loi doit être appliquée, le principe pollueur-payeur doit être appliqué à l'agriculture, il ne l'est pas aujourd'hui. Donc, ça, c'est aux politiques d'assurer cette tâche qu'ils ont, ils ont fait des lois, eh bien on les applique.

Après, là-dessus, la loi ne fait pas tout. Donc, en parallèle de ça, je pense qu'il faut, ce qu'est en train de faire un peu le ministère, j'espère, c'est réorienter aussi tous les moyens de recherche, de développement, etc., donc au travers des moyens qui sont accordés à la recherche comme l'INRA, ou à IRSTEA, tous les CASDAR, tous les programmes de recherche, je pense qu'il faut les réorienter complètement dans cette feuille de route qui a été fixée. C'est déjà en partie le cas. Mais je pense qu'il faut aller encore plus loin et surtout avoir des indicateurs de résultat. On lance des programmes, nous n'avons pas l'indicateur. Nous allons travailler sur l'évaluation de la directive nitrate, au début du 4e, ils avaient défini les indicateurs de suivi, on s'aperçoit qu'ils ne sont pas remplis à la fin du 4e, donc pour les évaluer, ça devient compliqué. Je pense donc qu'il nous faut des indicateurs clés pour savoir si on avance ou pas.

Après, sur l'agroécologie, je crois beaucoup aux consommateurs et je m'aperçois que finalement, ce n'est pas l'État et l'Europe le plus gros levier, là où les choses bougent aujourd'hui, c'est un peu dans les régions. Nous avons des régions très en avance sur les questions agricoles, alimentation, de circuit court, etc., et les communautés de communes, voire des regroupements de communautés de communes comme Bio vallée, comme des parcs régionaux. J'ai été dans le Lubéron, nous avons des territoires, Bio vallée, ils vont bientôt être à 50 % de bio, ils ont développé énormément de circuits courts. Et donc, sans forcément avoir des aides importantes de l'État, si les élus locaux veulent changer les choses, ils peuvent le faire aujourd'hui. Ils peuvent passer les cantines en bio, ils peuvent passer les cantines qui consomment des produits locaux, ils peuvent développer les énergies renouvelables, développer des territoires à énergie positive, développer le chauffage au bois, etc., faire du solaire.

Donc, en fait pour moi, l'échelle intéressante aujourd'hui, c'est travailler avec ces communautés de communes, voire certaines régions. Le département, le problème c'est qu'il est quand même très sur le volet social. Je pense que là, on peut trouver des territoires où on va avoir des élus motivés pour aller jusqu'au bout, c'est-à-dire mettre en place les choses. Et après, je dirais que le point clé, c'est les agriculteurs. Pour moi, l'essentiel des savoir-faire agroécologiques aujourd'hui, il est chez les agriculteurs. Je pense donc que l'un des travaux à faire, c'est que les agriculteurs deviennent les vrais acteurs du changement et du développement agricole, qu'ils deviennent aussi formateurs et que ces savoir-faire passent directement des agriculteurs aux autres agriculteurs. C'est pour ça que SOLAGRO, depuis trois ans, a mis en place un observatoire d'agroécologie qui est destiné à valoriser et mettre en valeur les savoir-faire d'agriculteurs à destination d'agriculteurs. Nous visons donc prioritairement les agriculteurs, même si les techniciens, d'autres utilisateurs ou les élèves des lycées agricoles ou dans les écoles d'agronomie peuvent aller chercher de l'information. Je pense que l'on ne peut pas dire que la recherche qui s'est développée jusqu'à maintenant était en agroécologie, je pense que c'était un mot banni, même à l'INRA, dans les années 60. Nous nous sommes beaucoup intéressés aux pré-vergers qui sont une sorte de modèle d'agroéco-



logie où on associe des pommiers, de l'herbe et du pâturage. Dans les années 60, qu'est-ce qu'on a dit ? On a dit « vous voulez faire de la pomme, faites de la pomme en verger intensif, si vous voulez faire du lait, faites du lait, mais arrêtez ce truc bâtard ». Et on voit qu'aujourd'hui finalement on retravaille complètement sur les cultures associées, sur réimplanter des arbres dans l'espace agricole. Il y a un gros programme de recherche de l'INRA sur la polyculture élevage, re-coupler l'élevage et les cultures. Tant mieux, j'espère que ça va être un phénomène de fond où l'on va, ce n'est pas revenir à l'état des années 60 parce que nous avons acquis beaucoup de choses entre temps. Je ne suis pas sûr que l'on faisait des cultures intermédiaires forcément à cette époque-là, ni même autant de cultures associées que l'on est capable de déployer aujourd'hui.

Donc, les agriculteurs peuvent être moteurs, la recherche peut accompagner parce qu'il y a quand même des références à acquérir, mais la recherche doit intégrer les agriculteurs dans son modèle de pensée. Et puis, les structures qui ont été pionnières, nous, quand nous avons été créés en 1981, il y avait aussi le CEDAPA qui a été créé en 1982 en Bretagne sur l'agriculture autonome. Toutes ces structures qui ont été pionnières dans l'agriculture durable, dans l'agroécologie ou dans la bio parce que l'agroécologie est un mot beaucoup plus récent, c'est elles qui ont fait l'innovation. Qui a créé les AMAP ? Ce ne sont pas les chambres d'agriculture, qui a créé Terre de Liens sur l'acquisition de foncier ? Ce ne sont pas les chambres d'agriculture, ce ne sont pas les syndicats dominants. Toute l'organisation des consommateurs aujourd'hui. Qui a soutenu la bio ? Ce n'est pas le système d'agriculture dominant. Il faut donc que ces gens-là soient aussi reconnus comme véritables acteurs du développement dans les projets qui vont se développer, il ne faut pas que ce soit à nouveau verrouillé par la recherche, par le développement agricole conventionnel. L'innovation se fait toujours souvent en dehors et d'ailleurs, beaucoup de ces agriculteurs pionniers, souvent ils sont assez isolés, ils travaillent un peu seuls dans leur coin, ils n'ont jamais été reconnus dans leur propre milieu. Il faut donc aussi changer les méthodes, l'agroécologie, je crois que c'est un peu ça, de changer ces méthodes-là.

C'est vrai que l'agroécologie, pour nous, c'est une grosse entrée technique, il faut quand même des savoir-faire agroécologiques, techniques, quel mélange, comment, quelle rotation, la meilleure rotation trouvée, etc., en faisant fi un peu des aspects économiques. Mais forcément, il y a un volet social. L'agroécologie, c'est aussi un mode de pensée que l'on doit coupler au système alimentaire. Ça ne sert à rien de faire de la super agroécologie si c'est pour que votre viande parte au fin fond du monde dans un circuit que l'on ne connaît pas. L'agroécologie, c'est aussi transversal par rapport avec l'agriculture biologique. L'agriculture biologique, elle est là, elle a développé aussi des savoir-faire techniques, tout ça va se croiser. Aujourd'hui on fait des familles, l'agriculture de conservation, la production intégrée, l'agriculture biologique, mais tout ça va se mélanger parce que les techniques vont être transversales. Il y en a qui ont des charges très strictes, pas d'engrais chimiques, pas de pesticides, mais un certain nombre de cultures associées vont être utilisées demain par tout le monde. Il faut transposer ça en positif. Parce que si on prend la directive nitrate avec ses CIPAN, le milieu agricole se bat contre la couverture permanente des sols. Sauf que dans les régions où ils l'ont adopté, il ne pose pas de problème.

Donc, je pense qu'il faut renverser le truc en disant « ça, c'est une amélioration de votre système. Après, forcément, il faudra que le marché change aussi quelque part, parce que vous regardez aujourd'hui, ce qui rapporte c'est le maïs et le blé. J'étais hier à Périgueux, un million de litres de lait, ils arrêtent, en Poitou-Charentes, ils arrêtent, il y en a un qui prend la retraite, il laisse tomber le lait. Nous allons voir un éleveur de chèvre, il avait un beau projet d'installation, le lait de chèvre se vend à bon prix, le prix des céréales était bas. Maintenant, le prix du lait de chèvre n'a pas bougé, le prix de la paille et des céréales a flambé, le mec est au tapis. Tout ça pour dire qu'il faut aussi que les aides publiques inter-

viennent sur la répartition des aides européenne. C'est peut-être loin de l'agroécologie, mais pas si loin que ça. On ne peut pas se satisfaire qu'un éleveur de moutons ou de bovins gagne 15 000 euros et qu'un producteur céréalier gagne 75 000 euros en moyenne, 50 000 euros d'écart. Est-ce que le producteur de moutons est moins intelligent et plus con ? Il faut arrêter les conneries. Il faut arrêter de donner de l'argent public à des agriculteurs qui ne donnent rien en retour, qui n'en ont pas besoin, qui ne créent pas d'emploi et qui ne résolvent pas les problèmes d'environnement. Si le ministre ne s'attaque pas à ça, si on ne s'attaque pas à ça, on va faire exploser la PAC aussi. On vient de réduire d'un milliard d'euros l'aide alimentaire aux pauvres et on maintient des aides européennes à des agriculteurs qui gagnent 75 000 euros. C'est inadmissible, moi je ne peux pas supporter ça.

Donc, l'agroécologie, c'est aussi un nouveau mode de pensée pour que les ressources publiques aillent dans ce sens-là et la répartition des DPU en font partie, le principe pollueur-payeur en fait partie, une plus grande transparence sur les maladies liées aux pesticides dans l'agriculture en fait partie. Il faut déverrouiller le système. Tous les travaux de Meynard ou de Baret, à Louvain, sur le verrouillage des systèmes, là on voit bien comme c'est verrouillé, il faut donc s'attaquer à déverrouiller le système. Voilà les choses qui vont accompagner l'agroécologie. Moi, je pense que l'agroécologie, c'est aussi un nouveau paradigme. Je pense que pour les agronomes, c'est un paradigme très ouvert, donc je pense que pour les jeunes agronomes, ça leur offre des ouvertures terribles. Et puis les moyens, parce qu'il faut que l'on arrête de perdre de l'emploi en agriculture. Où est-ce que nous allons créer de l'emploi demain ? On est là à se battre pour 500 emplois par ci, 1 000 emplois par là dans l'industrie, je suis complètement d'accord - bien qu'à un moment donné, on aura moins de voitures, donc il faudra bien que l'on produise moins de Peugeot ou de Renault -, mais on oublie que l'on perd 15 à 20 000 emplois dans l'agriculture. Qui va enfin s'emparer de ce problème-là ?

Et puis, on dépense 2,5 milliards sur les pesticides, on va faire des agronomes qui vont conseiller les agriculteurs et ils vont vivre sur cet argent que les agriculteurs dépensaient en produits chimiques, demain ils vont les dépenser en conseil pour faire de la lutte biologique, pour faire de la production intégrée, pour trouver des rotations intéressantes, etc. Même au niveau de la comptabilité, il faut que ça change. Jean-Marc Meynard est intervenu à notre université d'hiver, disait que dans la compta, si on fait des légumineuses, si vous regardez la marge nette d'une légumineuse, personne ne veut en faire, elle est peut-être moitié moins que le blé. Mais si vous regardez, vous intégrez le fait que le blé est fait sur du pois, c'est-à-dire que vous regardez l'assolement et non plus une culture séparément, les données économiques changent. Il y a donc aussi une façon de présenter les choses. Donc, derrière l'agroécologie, il y a tout ça à bouger. Je pense que c'est en route, mais nous attendons des signaux forts.

Intervieweur

En matière d'Agroécologie, SOLAGRO a été un organisme précurseur en France et vous avez organisé votre première formation en 1990.

Philippe Pointereau

Avec Nicole Augier, à l'INRA, en 1990, je m'en rappelle.



Intervieweur

Est-ce que votre définition de l'Agroécologie que vous donniez en 1990 a évolué ? Est-elle différente de celle que vous donnez aujourd'hui ?

Philippe Pointereau

Moi, le livre qui m'a marqué, c'est quand même le livre d'Altieri où il définit clairement l'agroécologie. Je n'ai pas comme ça, sa définition exacte, mais nous sommes quand même calés d'une certaine manière sur les travaux d'Altieri qui essayait de voir comment les principes de l'écologie pouvaient s'appliquer à l'agriculture. Ça n'a donc pas tellement évolué, moi je suis toujours sur ces bases-là. À SOLAGRO, c'est vrai que nous avons une entrée très technique quand même, on travaille sur le biogaz, on travaille sur l'énergie en agriculture. Nous avons toujours une entrée technique et je vois bien que l'agroécologie aujourd'hui, là où peut-être j'ai évolué, c'est que ça dépasse le technique d'une certaine manière. Si on veut que ça réussisse, il faut mettre ça dans un volet plus social.

Aujourd'hui, là où j'ai changé, c'est que pour moi, on ne peut plus dissocier l'agriculture de l'alimentation. Pour moi, l'industrialisation de l'agriculture, elle est à mettre en parallèle avec l'industrialisation de notre nourriture. Ce que nous entendons à la radio aujourd'hui, si demain on ne mange plus que des plats cuisinés, nous allons à la catastrophe. Et on voit bien qu'il y a la même industrialisation qui s'est faite où on nous nourrit de produits bas de gamme, de sucre et de graisse, qui sont les produits que l'on met dans tous ces plats parce que c'est ce qu'il y a de moins cher comme matières premières. C'est là que mon mode de pensée a changé, c'est-à-dire qu'il faut travailler sur l'agriculture, mais toujours en lien avec les consommateurs parce que ça ne donne pas le même résultat. Travailler sur un système agricole en intégrant le circuit de distribution vers les consommateurs, ça fait voir le système différemment. Parce que les gens qui travaillent sur la vente directe, ils sont plus diversifiés. Il faut donc l'intégrer dans notre mode de pensée. Ça change aussi sur le fait de maintenir ou non des productions totalement désaisonnées qui coûtent de l'argent. Je dirais que c'est un peu ça qui a changé dans mon mode de pensée.

Intervieweur

Il y a un autre problème aujourd'hui en agriculture, c'est le manque d'installations de jeunes. Est-ce que des systèmes basés sur l'Agroécologie ne seraient pas peut-être plus favorables à l'installation, à la réussite d'entreprises menées par des jeunes qui s'installent ?

Philippe Pointereau

Nous avons présenté After une cinquantaine de fois depuis un an et demi dans différents endroits, la question que l'on nous pose c'est « et en termes d'emploi ? » C'est vrai que ce que l'on répond c'est que pour l'instant, on n'a pas introduit dans le modèle l'emploi parce qu'on ne veut pas rentrer dans l'économique parce qu'on ne connaît pas le prix du blé en 2050, mais nous sommes soucieux de l'emploi. Donc, ce qu'on se dit c'est qu'avec des produits de meilleure qualité, plus de bio, plus d'AOC, une réduction des intrants, des circuits courts, on pense que notre scénario va être plus créateur d'emplois qu'un scénario tendanciel avec des exploitations toujours plus grosses qui vont devenir intransmissibles, donc qui vont partir sous forme sociétaire.



Donc, pour nous, cette agriculture beaucoup plus diversifiée, même s'il y aura moins d'animaux par exemple, nous allons utiliser la biomasse pour en faire de l'énergie. L'agriculture sera plus diversifiée, elle sera de meilleure qualité, elle va moins polluer et elle sera plus proche du consommateur. Donc, pour nous, elle va être plus créatrice d'emplois. Donc, on pense que dans le discours actuel où l'emploi est un enjeu majeur, l'agriculture peut. J'ai regardé tous les scénarios sur l'emploi en agriculture qui vont à 2020 ou à 2030, il y en a de la MSA, il y en a du ministère, il y en a de la PCA, pas un ne prévoit une augmentation de l'agriculture, ils sont tous à un scénario entre 1 et 2 % par an de baisse d'agriculteurs, tous. On ne peut pas admettre un scénario comme ça. Après, comment on va faire ? Qu'est-ce qu'on voit sur le terrain ? On voit qu'il y a quand même de plus en plus de jeunes qui s'installent en cadre familial, qui ont une volonté farouche de vivre de ça, c'est très difficile.

Nous avons toutes les expériences du maraîchage, en particulier du maraîchage bio en AMAP, etc. Je pense que là, si on aide tous ces types, toutes ces formes d'agricultures où ils travaillent en très forte relation avec les consommateurs, je pense qu'on peut faire beaucoup de choses. Et moi, je m'aperçois sur le terrain, on a un vrai problème, c'est le foncier. Le foncier est bloqué, on bloque l'installation de ces gens-là partout. Moi, tout ce que j'entends c'est « il y a un gars qui voulait s'installer, deux jeunes, ils veulent récupérer aussi les terrains, donc on leur a laissé du terrain ». Il n'y a pas de marge de manœuvre pour l'installation, très peu. C'est pour ça que s'est créée Terre de Liens, qui se porte acquéreur du foncier, pour dissocier le foncier de l'installation. Même si ça ne représente que 50 à 100 fermes aujourd'hui, ça montre qu'il y a toujours des possibilités. Là aussi les élus ont beaucoup à jouer parce que je pense qu'il y a un véritable enjeu autour des villes, où il faudrait encore plus renforcer la protection du foncier et c'est là qu'il faut créer une sorte d'agriculture très proche des consommateurs, très diversifiée. Alors qu'aujourd'hui, si on regarde autour de Toulouse, on a blé dur et tournesol. Donc, les élus ont un rôle moteur à jouer. Il y a de plus en plus d'élus qui achètent du terrain ou des régions, Île-de-France, etc., ça, c'est un moyen. Donc, je crois beaucoup à une nouvelle agriculture qui intègre ces principes-là, agroécologie et agriculture biologique, qui soit des circuits courts. Je pense que là, il y a une grosse possibilité de création d'emplois.

Et puis même, en allant plus loin, trouver des liens avec les consommateurs, même avec les gens des villes. Les gens des villes qui veulent jardiner, pourquoi dans ces fermes-là, on ne pourrait pas venir jardiner aussi. Je pense qu'il faut innover dans un certain nombre de choses, il faut même réintroduire d'une certaine façon l'agriculture dans les villes. Je lisais le Monde diplomatique, les gens en Grèce vont ramasser les fruits dans les arbres fruitiers qu'il y a en ville, ça ne se faisait pas avant. À un moment donné, il faut aussi voir que la Grèce, c'est quand même l'Europe, nous ne sommes pas encore dans cette crise-là, mais eux ils en sont là. C'est-à-dire qu'il faut que la ville redevienne productive. Nous, nous avons des espèces verts, c'est des peupliers hybrides alignés qui ne jouent aucun rôle. On ferait mieux de planter des pommiers par exemple. Il y a une pelouse que l'on va tondre, on devrait réintroduire des moutons, on devrait remettre des ruches en ville. Ce matin, à la radio, ils disaient que l'on va battre le record d'importation de miel en France. Moi, ce qui me fait peur, ça n'est pas l'importation de miel, c'est que demain, s'il n'y a plus d'abeilles domestiques, comment est-ce qu'on va polliniser nos cultures. Donc, oui, on peut créer beaucoup plus d'emplois. Je pense que c'est une volonté, mais il faut que tout aille là-dedans et il va falloir réformer le contrôle des structures. Ça ne marche pas ce truc-là aujourd'hui. Pour créer de l'emploi, il va aussi falloir travailler sur le foncier. Le reste, même s'il va falloir accompagner la formation, etc., même si beaucoup de ces jeunes agriculteurs n'ont pas un revenu très élevé, des fois, leurs revenus peuvent être plus élevés que travailler dans une banlieue au SMIC à Paris.



Intervieweur

En matière technique, vous parlez de culture associée, d'agroforesterie, même de systèmes traditionnels comme les pré-vergers. Qu'est-ce que ces systèmes ont en commun qui font qu'ils conviennent à de l'agroécologie ?

Philippe Pointereau

Je pense que ce qu'ils ont en commun, c'est les bas niveaux d'intrants. C'est-à-dire que l'association des productions dans une exploitation ou sur une même parcelle permet de réduire ces niveaux d'intrants. Que ce soit les pesticides parce qu'on a des rotations plus longues, plus diversifiées, que ce soit l'utilisation des éléments minéraux, que ce soit le recyclage des éléments minéraux vertical ou par une couverture permanente. Ce qu'ils ont en commun c'est que cette diversité, qui rejoint les principes d'écologie, permet à la fois de maintenir un niveau élevé de production en consommant moins d'intrants. Donc, nous, dans le scénario After, il y a un indicateur que l'on utilise, c'est le CRE - le coefficient de rendement équivalent - qui montre que des productions associées produisent en général plus. Ça peut être de pas de beaucoup ou de beaucoup, ça dépend où on se situe. Ça peut être un 1,1, 1,2, voire 1,4, produisent plus quand elles sont associées que quand on fait séparément. Nous, on l'avait montré pour le pré-verger, on produit plus à l'hectare de pommes et d'herbes en associant les deux qu'en les faisant séparément. Et ça, les gens ont du mal à comprendre et c'est un truc qui n'est pas enseigné. En fait, il faut le mettre sur la table, il faut faire la démonstration pour que les gens disent « ah merde, c'est vrai », il faut poser l'équation.

Donc, je pense qu'ils ont en commun la réduction des intrants et au travers de cette réduction des intrants, on s'aperçoit que l'on pollue moins, que l'on augmente la biodiversité, qu'elle soit fonctionnelle, naturelle, etc. Le pré-verger par exemple, ça contient deux fois plus d'espèces d'oiseaux qu'un verger pastiche et les oiseaux, pour certains, sont des espèces rares et menacées. Donc, je pense que le principe est là.

Intervieweur

Vous avez beaucoup travaillé sur les indicateurs. Est-ce que, pour les agriculteurs, il y a des indicateurs ou est-ce qu'on a toutes les connaissances pour évaluer le bon fonctionnement de l'agroécosystème qui permettent de savoir que la biodiversité fonctionnelle permet d'assurer ou va permettre d'assurer des régulations biologiques satisfaisantes ?

Philippe Pointereau

Non, nous n'avons pas tout. S'il y a des programmes de recherche actuels sur tous ces sujets-là, en particulier sur la biodiversité, c'est qu'on est loin de tout avoir. La biodiversité fonctionnelle, on a du mal à voir comment elle fonctionne vraiment. C'est complexe parce qu'on a des cultures, on a les ravageurs de ces cultures, on a des prédateurs ou des parasitoïdes qui vivent aussi sur d'autres végétaux. On ne connaît pas le cycle de tous ces prédateurs et parasitoïdes, je pense qu'on est loin. Jean-Pierre Sarthou en sait plus que moi sur les sciences, mais je crois qu'on est loin pour chacune des espèces de connaître exactement comment elles vivent, où elles hivernent, quelles sont leurs sources de nourriture alternative,



etc. Donc, déjà là-dessus ou même sur la biodiversité, on a travaillé ensemble sur un projet Bio-Bio, les indicateurs de biodiversité, on en connaît un peu, on sait que c'est coûteux à récupérer, il va falloir investir. Je pense que l'on investit beaucoup dans la qualité de l'eau, on dépense des millions d'euros dans le suivi de la qualité de l'eau, voire la qualité de l'air, il va falloir mettre autant d'argent pour le suivi de la biodiversité. C'est-à-dire pas au coin d'une table et pas basé sur du bénévolat, il faut des moyens lourds de suivi si on veut savoir dans quel sens va la biodiversité et quel rôle elle peut jouer.

Après, on travaille sur les diagnostics de fermes depuis 1995 qu'on avait démarré dans le cadre des plans développement durable, donc c'est vieux, mais on a créé plusieurs outils. On a créé Dialecte, on a travaillé sur Planète, Planète s'est transféré sur Diaterre. Là, on fait l'outil de bilan carbone de la commission européenne. On a travaillé sur des outils pour l'ADEME sur Climagri. Nous avons un savoir-faire là-dessus, donc je pense que l'on a aujourd'hui beaucoup d'indicateurs pour suivre un peu le fonctionnement du système de production, qui sont plus des indicateurs de moyens qui décrivent. Mais des indicateurs de résultats sur la biodiversité, non, il faut encore beaucoup travailler. Mais bon, faire un bilan énergétique ou un bilan gaz à effet de serre d'une exploitation agricole, on sait faire, calculer un IFT, on sait faire, un bilan d'azote, on sait faire même s'il n'y en a pas beaucoup qui l'utilisent malheureusement. Tout ça, c'est connu.

Après, ce n'est pas généralisé. Je pense que l'on ne peut pas évoluer sans connaître sa situation. Si vous voulez réduire votre facture d'eau, d'électricité ou de chauffage dans une maison, d'abord, vous regardez votre compteur, comment ça évolue, où vous en êtes. Donc, je pense que cette phase de reporting de connaissances est indispensable, même si ça n'est que la première marche, au changement. Parce qu'il faut aussi que l'on mesure ce changement, les gens sont contents de voir qu'ils évoluent, qu'ils ont consommé moins, etc. Donc, je pense que ces outils-là doivent être généralisés, un peu comme base, mais il ne faut pas avoir l'impression que les gens quand ils ont fait ça, ils ont tout fait. Ça n'est pas parce que vous avez rempli un tableur que ça y est, vous êtes en agriculture durable. Non, vous avez rempli un tableau qui vous donne des indicateurs. Déjà, il faut les commenter, il faut les relativiser et après, il faut faire un plan d'action. Mais c'est indispensable de savoir comment on évolue. Et quand on les met en place comme l'IFT, c'est là qu'on s'aperçoit que finalement, les choses ne changent pas. Quand vous faites des bilans d'azote nationaux, vous vous apercevez que ça ne change pas. Donc, ça, c'est important. Et même si par exemple l'indicateur sur l'évolution des oiseaux agricoles, même s'il y en a qu'un, même s'il n'est pas parfait, il donne déjà des tendances. Et il faudrait que tout ça soit augmenté, qu'on ait beaucoup plus de moyens pour suivre.

Moi, je suis même tracassé par les pollinisateurs, non seulement les abeilles domestiques, mais les bourdons et abeilles sauvages, comme ça évolue. Il faut quand même que les gens comprennent qu'au niveau agricole les pollinisateurs jouent un rôle important pour beaucoup de cultures et s'ils disparaissent, je ne sais pas comment on va faire. Et donc, derrière ça, dans l'exploitation agricole, quelles sont les priorités ? Est-ce qu'il faut protéger les infrastructures agroécologiques ? Est-ce qu'il faut réduire certaines intensités de pratiques agricoles ?

Certainement tout en semble, mais là, il y a encore beaucoup à faire. Je pense que les programmes y travaillent, mais les programmes de recherche, vous savez très bien qu'ils sont longs, ça dure 4 ans, pour faire les publications scientifiques, il faut encore 2 ans. Donc, entre la réponse à l'appel d'offres et les premières publiés, c'est 5 ou 6 ans et si vous n'avez pas de publiés, les chercheurs ne communiquent pas. Je suis dedans, donc j'ai découvert tout ça. Donc, ça veut dire qu'il faut 6 ans pour avoir une publi qui va être difficilement interprétable. Donc, nous, à SOLAGRO, à un moment donné, on passe au-dessus de



ça, sinon on ne démarre jamais. Et puis les autres, ils n'attendent pas, il y en a qui ne se pose pas de questions, ils foncent, même si ça n'est pas vrai, ils n'ont pas peur.

Intervieweur

Le modèle agro-écologique semble réellement être une piste très intéressante pour l'avenir de nos sociétés, presque de la planète. Pour installer des modèles agro-écologiques, pour installer des systèmes de production s'inspirant de modèles écologiques, ça se fera certainement, mais est-ce que ça se fera par choix plus que par obligation ?

Philippe Pointereau

Aujourd'hui, ça se fait par choix. Quand on lit le rapport de De Schutter, le rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation qui dit que l'agroécologie est la piste la plus intéressante, si au Burkina Faso et l'Afrique l'ont adopté, c'est que c'est un système plus productif pour eux. Nous, nous sommes convaincus que ça l'est aussi en France, mais en France, il y a des biais. C'est-à-dire qu'il y a des aides, les aides PAC qui viennent biaiser tout ça. Donc, l'idée c'est bien que les gens adoptent le modèle volontairement. Mais comme l'a montré Meynard sur le verrouillage, les systèmes en place sont extrêmement bien verrouillés par tous les acteurs qui sont déjà en place.

Donc, modifier ce système-là, ça veut dire modifier le comportement des coopératives, modifier la recherche, modifier les gens qui travaillent sur les semences, modifier le développement agricole, etc. Donc, là, ça ne va pas être facile, parce que pour les gens qui sont en place, ça fonctionne bien, ils sont bien dans leur monde. Pourquoi changer ? Il faut donc que ceux qui sont dans l'alternative se renforcent, travaillent en réseau, deviennent plus puissants, il faut attaquer le modèle dominant qui a des côtés qui ne fonctionnent pas. Donc, montrer qu'il dysfonctionne pour que l'agroécologie devienne un modèle dominant. Peut-être que lui demain à nouveau sera verrouillé d'une certaine manière et il y aura encore un modèle plus intelligent, je n'en sais rien, mais c'est ça qui n'est pas facile. Je ne vois pas comment on va imposer un modèle, il faut que le modèle devienne attractif.

Et pour qu'il devienne attractif, il y a à la fois le côté technique, mais ça n'est pas suffisant, c'est comment l'agroécologie va être enseignée, c'est l'objet de votre université virtuelle, comment il va être enseigné, comment les aides vont être ciblées par rapport à ça. L'acceptabilité dépend de plusieurs facteurs. Et puis il faut que l'on mette en valeur ces agriculteurs qui ont des pratiques intéressantes, même si des fois, il y a des points faibles, il ne faut pas croire que l'agroécologie c'est tout bien. Des fois, il y a des problèmes de revenus, de travail. Et ça n'est pas parce qu'on fait de l'agroécologie que l'on vend bien ses produits. C'est un ensemble, mais à un moment donné, si tout tire dans le même sens, je pense que ça peut devenir un modèle beaucoup plus attractif qu'il n'est aujourd'hui et beaucoup plus intéressant.

Intervieweur

Vous disiez qu'il faut rendre les systèmes agro-écologiques plus attractifs, à la fois pour les paysans, mais aussi pour les jeunes que nous sommes en train de former. Comment est-ce qu'on peut les rendre plus attractifs soit d'un point de vue de l'image, soit d'un point de vue économique ? Est-ce que rémunérer les services écosystémiques vous paraît être une bonne voie ou est-ce que c'est plus sur l'image



qu'il faut jouer ?

Philippe Pointereau

Je pense qu'il faut jouer avant tout sur l'image, parce que les gens, c'est quand même l'image qui les fait bouger. Mais après, on peut changer les choses. Par exemple, nous, on travaille sur les mesures agro-environnementales, avec le ministère et les parcs régionaux, nous sommes en train de travailler sur les nouvelles mesures qui seront dans la future PAC. Avec des MAE plus systématiques, plus obligation de résultats, etc. Ce que l'on voit aujourd'hui c'est que l'Europe, les MAE ne financent clairement que les surcoûts ou les manques à gagner. Si vous ne justifiez pas les surcoûts ou les manques à gagner, vous ne faites pas de MAE. Donc, en aucun cas, la mesure agro-environnementale ne rémunère un service. C'est vrai que si c'est pour l'agriculteur, on peut dire « est-ce qu'il faut le rémunérer ? », mais c'est en général et pour l'agriculteur et pour la société. Pour l'instant, il n'y a pas de rémunération des services écologiques. Donc, le pire c'est qu'il n'y a pas de rémunération des services écologiques et il n'y a pas de taxation des pollutions. Moi, ce qui me gêne dans le service écologique, c'est qu'on rentre dans la monétarisation du service, donc on laisse rentrer les économistes dans un sujet où je ne sais pas trop ce qu'ils vont nous apporter. Je pense qu'avant de travailler sur la rémunération des services écologiques, il faudrait travailler sur le coût de la pollution et qui va payer ça, parce que là, il y a du taf à faire, c'est connu, on peut chiffrer la pollution de l'eau, on sait combien on a fermé de captages, on sait combien coûte le traitement de l'eau, etc. Donc, travaillons là-dessus. Sur les services écologiques, je pense que le travail à faire ce n'est pas un problème de coût, c'est plutôt de l'évaluer, comment il fonctionne, etc. Après, est-ce qu'il faut le rétribuer ? À voir. Mais moi, je pense qu'il faut chiffrer les coûts, il faut travailler sur ces services. Mais la rémunération, je pense que c'est une porte ouverte de Pandore, on ne sait pas trop où on va aller. À la limite, on va dire « ça coûte combien votre truc ? Je paye et puis c'est bon. On peut détruire puisqu'on peut payer, on peut compenser ». Donc, ça ouvre la voie de la compensation et je ne suis pas sûr que ce soit forcément une bonne chose.

Par contre, estimer ces services écologiques, comment ils fonctionnent, que ce soit la pollinisation, c'est encore des domaines mal connus. Leur effet sur le rendement, sur la qualité des graines, la lutte biologique par conservation des habitats. Je connais bien, il y a encore plein de choses à découvrir. Comment conseiller les agriculteurs là-dessus ? Ça n'est pas simple. Nous commençons à avoir des idées, mais il faut les évaluer dans leur fonctionnement, pas évaluer en termes de coûts. Parce que là en plus, on ne va pas s'en sortir. Je pense qu'il y a très peu de publications qui sont capables de dire comment ces services écologiques influent sur le rendement de la production et donc sur la rémunération, très peu arrivent jusque-là. Donc, je pense qu'il ne faut pas fixer ça comme objectif quand on n'est pas sûr d'y arriver. Ce n'est pas un truc simple à expliquer parce que quand vous traitez, vous détruisez les insectes. Là, c'est bon, vous voyez de suite ce qui se passe. Mais dans l'agroécologie ou dans la lutte biologique, c'est plus complexe que ça. C'est pour ça qu'il faut que les gens rentrent dans ce mode de pensée qui est un mode de pensée équilibre. C'est toujours un équilibre, donc c'est du plus et du moins. Alors que dans l'autre, on essaie de vous dire « c'est comme ça », avec un traitement, vous avez toujours du résultat, que ce soit des traitements antibiotiques pour les animaux, etc.

Nous avons donc aussi le même problème chez les animaux, de trouver un équilibre. Parce que plus on traite, plus la machine s'emballle, plus on a de résistances. Il faut donc amener beaucoup de choses pour que les gens rentrent là-dedans en leur disant que de toute façon, c'est une voie sans issue. C'est une voie sans issue parce qu'avec la résistance des maladies, des ravageurs, etc., nous n'avons pas



d'issue. Il faut donc développer autre chose qui sera un monde d'équilibre, ça ne sera jamais tout beau, il y aura aussi du négatif. Les gens, comme ils ne veulent pas d'incertitudes, c'est vrai que ça va être plus dur à gérer dans le mode de pensée. Il faudra raisonner sur des échelles de temps plus larges, etc.

Intervieweur

Nous avons évoqué à plusieurs reprises la difficulté de préserver la biodiversité fonctionnelle, qui pourrait être directement utile à l'agriculteur. Quand est-il de la biodiversité ordinaire, mais qui peut être patrimoniale ? Par exemple, l'aigrette garzette, la grande aigrette, la chouette chevêche. Toutes ces populations pourraient être favorisées dans les campagnes de la France entière, ce qui correspond à la théorie Land sharing. Est-ce qu'il vaut mieux préserver la biodiversité partout ou la préserver dans des réserves naturelles, des parcs naturels ?

Philippe Pointereau

Pour nous, c'est clair, la pensée de SOLAGRO c'est de préserver partout, nous ne sommes pas sur le Land sharing. Je pense que le Land sharing est une mauvaise piste qui n'a même pas démontré ses vrais résultats. Nous avons travaillé sur les systèmes agricoles à haute valeur naturelle, il y a la carte ici, pour nous, la biodiversité est au cœur du système agricole et on sait que l'agriculture peut maintenir la biodiversité. Il y a plein d'espèces qui dépendent totalement de l'agriculture. Et par exemple dans le Land sharing ou même dans les ACV, les gens ne peuvent pas comprendre que l'agriculture peut augmenter la biodiversité. Donc, dans ces systèmes-là, l'agriculture c'est forcément négatif pour la biodiversité, c'est le mode de pensée. Donc, globalement, il faut sortir de là. En règle générale, nous on pense que l'agriculture fonctionnelle, c'est la base de l'agriculture de demain. Je pense qu'en maintenant l'agriculture fonctionnelle, on va aussi aider l'agriculture naturelle.

Par contre, nous n'allons pas maintenir un haut niveau de biodiversité partout, il ne faut pas rêver, nous n'allons pas avoir des outardes dans toutes les plaines céréalières de France ni même des grandes outardes, etc. Il va donc falloir cibler un peu même si, pourquoi pas, dans très longtemps, on pourra viser plus loin. Je pense qu'il ne faut surtout pas dissocier ça parce que je pense que ça n'est vraiment pas une bonne chose. Et montrer qu'en intensifiant d'un côté, ça va aider, de toute façon, ils ne vont rien payer ceux qui vont intensifier, ça, c'est un leurre total qui n'a jamais montré ses résultats, qui ne prouve rien.

Donc, je pense que la biodiversité doit être au cœur de l'agriculture, du projet agricole avec certainement des zonages. Une agriculture durable par exemple, basée sur des prairies temporaires, sur un certain niveau d'intensification même sur des bases agroécologiques. Si on ne maintient pas des prairies extensives, nous n'aurons pas la même biodiversité, donc les agriculteurs sont toujours à jongler là-dessus. Il faudra donc peut-être des aides pour maintenir un plus haut niveau d'extensivité, mais je pense que la biodiversité doit être dedans, elle ne doit pas être en dehors. Créer des réserves naturelles ou des espaces où de toute façon il faudra remettre des moutons pour maintenir des espèces, c'est l'aberration totale, autant le faire d'entrée de jeu.